

Agroénergie : modèle économique ou aberration écologique ?

Produire de l'énergie à la ferme suscite à la fois un fort engouement et de nombreuses questions. L'importance des capitaux à investir et la complexité des projets peuvent freiner l'enthousiasme des plus convaincus. La voie d'avenir est peut-être celle de projets plus petits, traitant exclusivement des sous-produits.

En une quinzaine d'années, tout un pan de l'agriculture est sorti du champ alimentaire pour explorer de nouvelles sources de débouchés. Du tourisme à la biochimie, de l'énergie aux matériaux de construction, l'exploitation agricole du troisième millénaire s'est ouvert des horizons insoupçonnés.

L'éventail des opportunités peut donner le tournis. En ces périodes d'instabilité économique, quel secteur peut offrir autant de perspectives ?

La production d'énergie à la ferme est le domaine qui mobilise le plus de capitaux, qui mobilise aussi les esprits mais qui suscite aussi le plus de questions sur sa pertinence.

La méthanisation permet de gagner sur deux tableaux : chiffre d'affaires supplémentaires et économies de charges.

PARFOIS, PRODUIRE DE L'ÉLECTRICITÉ C'EST UNE "USINE À GAZ" ?

ÇA NE MÉTHANE PAS ! ?



Une "usine à gaz"

On s'interroge avec raison sur la réalité du modèle économique quand il s'agit de produire et surtout de commercialiser de l'électricité auprès d'un opérateur unique. On se demande parfois quelle est la place de l'agriculteur dans un système économique aussi complexe. Les relations fournisseurs-clients nécessitent souvent de préciser les termes de la relation (cahier des charges, contrats). Dans le cas de la production énergétique à la ferme, cette relation est complexifiée par le nombre d'intervenants dans cette relation. Au stade du projet, l'agriculteur doit "aller à la pêche" des informations qui vont constituer les éléments du business plan. La réalisation technique, les choix technologiques, participent aussi à cette complexité, à laquelle il faut ajouter les arbitrages commerciaux et les modalités de vente de la production. Tous ces intervenants et ces arbitrages à réaliser forment une "usine à gaz" où l'agriculteur a l'impression d'être ballotté dans un projet qui parfois ne lui appartient plus.

Un débat de société

Un autre sujet d'interrogation concerne l'utilisation de produits agricoles pour assurer une production énergétique. La question déborde du cadre strict de l'exploitation, c'est un débat de société, éthique. Faut-il continuer à incorporer des céréales pour faire des biocarburants ? Peut-on alimenter un digesteur avec du maïs plante entière ? Doit-on retirer des terres agricoles pour les consacrer à la production énergétique dans un monde

où une partie des humains est sous-alimentée ? L'énergie photovoltaïque est moins concernée par ces débats, la méthanisation devrait aussi y échapper si on y incorpore essentiellement les sous-produits de l'activité agricole, agroalimentaire, ou des déchets alimentaires.

N'oublions pas que dans l'industrie de transformation, l'utilisation des sous-produits et des déchets est un complément non négligeable du poste "produits". Dans le cas de la méthanisation, outre le chiffre d'affaires supplémentaire, l'investisseur peut aussi compter sur des économies de charges. En résumé, on gagne sur les deux tableaux.

Des projets coûteux

Alors, comment se fait-il que cette source complémentaire de revenu soit totalement inexploitée ? Comment se fait-il que nous ayons pris autant de retard, notamment face à l'Allemagne ? Serions-nous si riches que nous puissions nous priver de cette manne financière ? Heureusement, les projets émergent depuis quelques mois. Mais leur dimensionnement et leurs objectifs posent questions. Ces projets sont très coûteux, mobilisent une énergie considérable pour les mener au bout. Leur équilibre économique n'est pas assuré, notamment si le contexte réglementaire ou les politiques publiques changent.

On aimerait voir plus de projets centrés sur le traitement exclusif des sous-produits dans un objectif d'autonomie énergétique de l'exploitation, avec en corollaire des investissements limités. Des systèmes flexibles qui n'impactent qu'à la marge le fonctionnement de l'exploitation. C'est peut-être du côté de la technologie qu'il faut se tourner. Le toujours plus grand, toujours plus sophistiqué, ce n'est peut-être pas le plus efficace pour assurer l'autonomie des fermes.